



La formation n'est pas une ligne comptable, mais un outil d'émancipation !

Le Conseil National de la FERC-CGT des 11 et 12 décembre 2025 alerte sur la situation inquiétante de l'ensemble de la formation professionnelle, initiale et continue. Alors même que la transition écologique, la réindustrialisation, les reconversions massives exigent un investissement historique dans la formation, le gouvernement choisit de démanteler, entre autres, l'AFPA, l'opérateur public capable de répondre à ces besoins.

Le gouvernement sacrifie délibérément la formation professionnelle sur l'autel de l'austérité comme il détruit l'ensemble des services publics. La dernière réunion de France-Compétence est symptomatique. L'association « Région de France » a démissionné du Conseil d'Administration de France-Compétence en dénonçant une « *pratique actuelle s'apparentait davantage à une mise devant le fait accompli* » par l'État. Pour la première fois, les 5 Organisations Syndicales de salarié·es et les 3 Organisations Patronales ont voté contre le budget rectificatif 2025 et le budget initial prévisionnel 2026 de France-Compétence. Les OPCO, c'est-à-dire les organismes paritaires chargés de gérer la formation professionnelle des salarié·es sont aussi attaqués. 10 des 11 OPCO existants viennent de lancer une alerte sur la situation de risque les concernant. **Aujourd'hui, l'État ne pilote plus rien, il se contente de couper, d'externaliser et de livrer la formation professionnelle à un marché très lucratif.**

C'est l'ensemble des éléments de ce qui devrait constituer le service public de la formation professionnelle qui sont dans le collimateur : les GRETA, les lycées professionnels, certains centres régionaux du CNAM, les établissements publics du sport, l'AFPA, les Chambres des métiers, mais aussi l'ensemble des structures associatives de formation et celles de l'Économie sociale et solidaire. Centre INFFO, qui livre une expertise juridique et technique indispensable aux acteur·trices de la formation professionnelle va disparaître purement et simplement le 1^{er} janvier 2026.

La formation professionnelle publique et parapublique est en train de devenir un champ de ruines. Les chiffres, les orientations, les annonces successives : tout converge. Et tout démontre qu'il ne s'agit plus d'un affaiblissement, mais bien d'un démantèlement organisé. Démantèlement qui frappe les territoires et creuse les inégalités car derrière chaque fermeture de centre, derrière chaque plateau technique abandonné, derrière chaque équipe réduite à peau de chagrin, il y a des réalités humaines : des femmes empêchées d'accéder à des formations qualifiantes parce que la mobilité devient impossible, des jeunes privé·es d'une seconde chance, des senior·es laissé·es sur le carreau alors que l'État leur demande de travailler plus longtemps tout en leur retirant les moyens de se reconvertir, des travailleuses et travailleurs précaires qui ne peuvent plus rebondir. Des territoires ruraux, populaires et urbains périphériques perdent un outil essentiel de promotion sociale, d'égalité et de dignité. **La FERC-CGT revendique la création d'un grand service public de formation professionnelle continue, d'insertion, d'orientation et de certification, articulé autour des organismes publics existants.**

Entre avril et juillet 2025, un apprenti de 15 ans, un lycéen de bac pro de 17 ans, deux élèves de 16 ans en « séquence d'observation » de seconde ont perdu la vie en entreprise. Et nous ne pouvons oublier que le plus jeune des mort·es au travail est un élève de 3ème ! Ce ne sont pas des « faits divers » isolés, mais bien la conséquence du fait que, contrairement aux préjugés libéraux, l'entreprise n'est pas un lieu de formation initiale. Poussée par une logique de rentabilité, elle ne prend pas le temps de bien former. De même, les études alertent sur une surexposition des apprenti·es et des stagiaires aux produits CMR. Elle est un lieu dangereux, avec un risque accru de Violence Sexistes et Sexuelles, pour les stagiaires et apprenti·es, souvent mineur·es, moins en mesure de se défendre. **Il y a urgence à prendre des mesures pour protéger les jeunes en formation !**

Les choix de l'État sont irresponsables. C'est un non-sens économique et humain. Et c'est une faute sociale majeure. Les enjeux sont lourds, pas seulement pour les salarié·es travaillant dans ces dispositifs.

Pour la FERC-CGT, la formation professionnelle et la qualification doivent rester une protection indispensable pour faire face aux aléas de la vie et constituent donc des éléments essentiels de la Sécurité sociale professionnelle que revendique la CGT. La qualification reconnue par un diplôme ou un titre doivent rester le fondement des grilles de salaires négociées dans les branches.

A Dourdan, le 12 décembre 2025